

1er octobre 1983

# ROBOTNIK'83

N° 9

B.D.I.C.

Bulletin du Comité de coordination du syndicat "Solidarnosc" en France

Dans ce numéro

DECLARATION DU M.R.K.S. SUR LA LEVEE DE L'ETAT DE GUERRE - BASSE SUISSE: REFLEXIONS SUR LA TACTIQUE DE MANIFESTATIONS DE RUE - "SOLIDARNOSC" ET L'EGLISE: UNE ANALYSE CONFIDENTIELLE DU P.O.U.P. ET UNE LETTRE DES OUVRIERS DE NOWA HUTA - LA DISCRIMINATION SOCIALE DE LA CLASSE OUVRIERE - POLLUTION ET CONDITIONS INHUMANES DE TRAVAIL DANS LES USINES DE MAZOVIE - LES CONSEILS OUVRIERS AUJOURD'HUI: UNE THEORIE ET UNE REALITE' - POLOGNE, ALLEMAGNE, UNION SOVIETIQUE: L'INTERNATIONALE DES GOUVERNANTS, LUTTE ET SOLIDARITE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

## SOLIDARITE AVEC LES MILITANTS DU K.O.R. !

### Dernière minute

Le 29 septembre 1983, l'acte d'accusation établi contre quatre membres du Comité d'autodéfense sociale - Comité de défense des ouvriers (KSS-KOR) a été transmis au tribunal militaire de Varsovie.

Ainsi, le régime de Jaruzelski a terminé ses préparatifs et va ouvrir le procès de militants éminents des droits de l'homme, du citoyen et du travailleur, faussement accusés d'avoir voulu renverser le "système socialiste" de la République populaire de Pologne.

Les quatre accusés sont: Jacek KURON et Adam MICHNIK, conseillers du syndicat "Solidarnosc", Henryk WUJEC et Zbigniew ROMASZEWSKI, dirigeants de "Solidarnosc" (membres du Présidium de la Direction régionale de Mazovie). Le dernier d'entre eux a déjà été condamné dans le procès des organisateurs de Radio Solidarnosc clandestine.

Leurs noms sont inséparables de la lutte de la classe ouvrière et de toute la société polonaise, comme de l'histoire de l'opposition démocratique, des idéaux et des acquis de "Solidarnosc".

Nous appelons toutes les organisations syndicales, les comités de solidarité avec "Solidarnosc", ainsi que ceux qui croient à la solidarité internationale de tous les travailleurs:

- à protester énergiquement contre ce procès infâme,

- à défendre les militants du KOR contre la vengeance de la dictature néo-stalinienne,

- à exiger l'amnistie générale et inconditionnelle pour tous les syndicalistes et prisonniers d'opinion en Pologne.

Comité de coordination  
du syndicat "Solidarnosc" en France

Nous voulons vous informer qu'au moment de sortir ce numéro, nous ne sommes pas en mesure de vous donner notre nouvelle adresse. Nous n'avons pu encore trouver de locaux définitifs, et vous prions de conti-

nuer à vous adresser à l'adresse suivante: Comité de coordination du syndicat "Solidarnosc" en France, c/o Fischer, 49 av. de Stalingrad app. 218, 93170 Bagnolet, tél. 363.66.05.

# C'EST "SOLIDARNOSC" QUI DECIDERA..!

Rebaptiser l'état de guerre en "régulation juridique particulière en période de crise" est un grand mensonge destiné à tromper l'opinion nationale et mondiale. Dans le vacarme de la propagande, le système répressif néo-stalinien s'est consolidé. Un signe caractéristique est d'avoir ressuscité l'ancien Ministère de la Sécurité Publique par la mise en place d'un réseau de bureaux des affaires intérieures, indépendants de l'administration locale. En manipulant la Diète-marionnette, encore issue du temps de Gierek, et en considérant toute la législation comme un simple outil pour la réalisation de leurs propres intérêts, les gouverneurs de la Pologne populaire ont modifié sans scrupules les résolutions déjà inutiles de la Constitution et des autres lois, même celles récemment adoptés. A la place des dispositions précédentes, ils en ont introduit de nouvelles qui leur permettront ainsi d'ingérer dans tous les domaines de la vie sociale.

Nous considérons la libération conditionnelle d'une partie des prisonniers politiques, même si ce n'est que la caricature d'une amnistie, comme un succès de notre lutte et également comme un des résultats

de la pression internationale contre la dictature militaire, ainsi que de la visite du Pape. Nous saluons particulièrement parmi nous nos camarades du MRKS et de Radio Solidarnosc. Mais nous exigeons l'amnistie sans exception pour tous les militants indépendants, et surtout pour ceux qui ont été et sont toujours nos élus, jouissant de la confiance de millions de syndicalistes. Leur maintien en prison constitue un véritable outrage pour tous les travailleurs au nom desquels ils agissaient.

Nous sommes toujours partisans d'un vrai dialogue, le même dialogue auquel a appelé Jean Paul II, mais dans les conditions qui nous sont créées par le pouvoir, il nous reste uniquement à construire des structures solides, efficaces et durables de résistance et d'autogestion.

Personne n'arrivera à détruire "Solidarnosc" et c'est "Solidarnosc" qui décidera finalement pour l'avenir!

Comité Ouvrier Inter-entreprises  
de "Solidarnosc"  
(M.R.K.S.)  
de la région de Mazovie

## DANS LES RUES DE WROCLAW

### UNE NOUVELLE TACTIQUE DE LA Z.O.M.O.

Il est réjouissant de constater qu'il existe encore un nombre marquant de gens décidés à manifester, et dont la détermination n'a pas été entamée par les modifications de la situation politique. Pourtant le rapport de forces se modifie du désavantage des manifestants, et c'est malheureusement de plus en plus évident. Quelle en est la cause?

Il semblerait que l'autre côté, la ZOMO, au contraire de nous, fasse continuellement des progrès après la désagréable leçon reçue l'an dernier sur la Place Perec. Toujours et de façon systématique, ils s'améliorent dans le domaine de la stratégie et de la technique de dispersion des foules. En exemple, on peut citer le 1er Mai de cette année: par rapport à l'an dernier, leurs actions apparaissent comme une démonstration d'habileté et d'efficacité (par exemple autour du Marché Swidnicki). On ne peut expliquer cela uniquement par leur nombre plus élevé que l'an passé. Une

question s'impose: qu'y a-t-il de changé chez eux et quelles mesures devons-nous prendre en conséquence?

Il est facile de voir que l'ancienne tactique des ZOMOs était basée sur l'utilisation de "colonnes-molosses" destinées à effrayer par leur masse. De loin ils annonçaient leur approche du lieu de l'action. Ensuite, ils restaient en place, puis s'ébranlaient en masse avec tout leur arsenal, en général avec des boucliers. Là où une telle colonne n'arrivait pas à temps, un cortège de manifestants pouvait se former. Cependant, à d'autres endroits, commençaient des escarmouches qui pouvaient durer quelques heures (par exemple rue Legnicka, Place Rouge, Place Perec, rue Grabiszynska). Mais comment cela se passe-t-il maintenant?

1. Avec beaucoup plus de conséquence qu'auparavant, la formation des grands cortèges est immédiatement empêchée - de petits groupes, de quelques curieux ou quel-

ques dizaines, ont été attaqués.

2. Il faut noter la rareté de l'utilisation des chars lourds contre les manifestants dans le centre-ville, probablement dû à leur faible maniabilité. Ils ont utilisé surtout les Nysa, les jeeps ou des colonnes de Fiat, et éventuellement des chars anti-manifestations. Exception faite des derniers, les autres véhicules peuvent faire demi-tour sur des trottoirs étroits en quelques secondes, alors que les colonnes de chars lourds avançaient toujours dans la même direction. La Nysa grillée équipée de lance-gaz se présente comme le plus polyvalent de tous ces véhicules, et sera probablement le plus souvent utilisé dans le futur.

3. Un changement caractéristique dans les méthodes d'action de la ZOMO a été l'utilisation peu classique des chars légers: des raids fulgurants au travers des places, des trottoirs, des parterres de fleurs, dans les passages entre les bâtiments ou dans les cours. Il n'existe plus de zones de sécurité. La facilité de manoeuvre des véhicules rendait possible bien plus qu'auparavant l'intervention-surprise de ZOMOs à pied, souvent sans boucliers. Les consignes pour les voitures de la milice portaient de voitures de commandement toujours très proches du centre de l'action.

4. Aussi caractéristique a été la façon plus fréquente, consciente et sans cérémonie, dont la ZOMO a utilisé des projectiles à gaz pour blesser des manifestants. Ils ont été tirés à hauteur de la tête d'une distance de quelques mètres, souvent à partir de voitures en marche. Se trouvant la cible d'une pareille chasse, les gens sont désorientés et ont le sentiment d'être traqués. Ils n'ont pas le temps de prendre même une pierre, et avec les dents on ne peut rien faire. En effet ces raids-éclair nous rendaient peu sûrs de nous-mêmes et nous faisaient perdre le contrôle de la situation. On peut dire bien sûr que la plupart s'en sont sortis sains et saufs. Faible consolation! Il y a tous ceux qui n'en sont pas sortis.

La manière d'intervenir des ZOMOs que nous venons de décrire nous pose des pro-

blèmes, et cela ressemble de plus en plus à un match joué sur une seule moitié du terrain. Il faudra en conséquence penser à améliorer la sécurité des manifestants, et par là-même assurer une participation plus massive à ce type de pression sur "notre pouvoir". L'argument qui considère que ce qui est le plus important c'est de manifester, est à mon avis irréaliste. Le 31 août de l'an dernier, nous avons mobilisé plus de 30 mille personnes, maintenant à peine le quart. Si la ZOMO arrive à une meilleure efficacité, on n'arrivera plus qu'à quelques centaines. Et comme la faiblesse n'est pour eux qu'une incitation à davantage de brutalité, il est facile de prévoir les résultats. Que peut-on proposer en conséquence?

En premier lieu, il faut réfléchir au moyen de paralyser les voitures légères. Il est très difficile d'échapper à une voiture en marche d'où on tire des grenades. Comment y arriver? On peut fabriquer artisanalement des pointes de fer du type "hérisson" (par exemple en reliant plusieurs clous avec du ciment). Pratiquement cela pourrait fonctionner de la manière suivante: on essaye une fois de plus de former un cortège. Il est facile de prévoir par où arrivera la colonne de voitures de la milice. Elle roule directement vers nous. Il faut reculer. Comme d'habitude, la pagaille, on s'éparpille. Mais avant de se disperser, on "perd" quelques poignées de clous. Oh! à peu près 20-30. Que se passera-t-il alors? On ils n'y font pas attention, et probablement leurs pneus crèvent, ou ils s'arrêtent. Tout cela nous donne plus de temps pour éluder une attaque directe - ce qui veut dire plus de confiance en nous-mêmes. Moins de peur et moins de panique. Enfin cela permet une manifestation plus unie et moins dangereuse.

Pour ma part, je vois un danger pour les futures manifestations pacifiques, et qui résulte de notre indécision face à une répression brutale. On ne peut pas laisser l'initiative aux ZOMOs. Les rues sont nos rues, et il faut y défendre notre présence.

"Solidarnosc Walczaca" n° 27/58,  
du 7 août 1983

#### SI VOTRE ABONNEMENT SE TERMINE...

Nous vous rappelons que vous pouvez vous abonner à "Robotnik '83" pour 10 numéros (40 f) ou 20 numéros (80 f). Si votre abonnement se termine avec notre prochain numéro (n° 10), pensez à le renouveler - nous avons besoin de votre soutien.

Parlez de "Robotnik '83" autour de vous et faites-le connaître.

Prière de libeller les chèques à l'ordre de: Comité de coordination du syndicat "Solidarnosc" en France.

# LA VISITE DE JEAN PAUL II

## UNE ANALYSE CONFIDENTIELLE DU P.O.U.P.

La section de propagande du Comité central du POUP a réalisé à usage interne une analyse de la visite du Pape dans notre pays. Nous publions ci-dessous des extraits de ce document de huit pages. Nous avons considéré que tout commentaire serait inutile.

La visite était une nécessité politique. En la refusant, nous aurions subi des pertes politiques considérables. Le pouvoir ne s'est pas mis à genoux, nous n'avons pas accepté les conditions que l'on nous posait: l'amnistie et la levée de l'état de guerre. Cependant il ne fait aucun doute que la visite a apporté également des pertes. Certains parlent même d'un "tremblement de terre". Néanmoins, chaque tremblement de terre passe. Nous sommes obligés de reconstruire les places détruites. La signification de cette visite sera préjugée par ce qu'il restera d'elle dans la conscience sociale. Nous aurons beaucoup à faire dans les semaines et les mois à venir. L'Eglise dans son action a misé sur la longue distance, mais nos conclusions devraient être plus rapides. Dans cette lutte, nous avons des chances bien définies.

Si l'on considère le problème dans une perspective historique, il apparaît que l'Eglise est toujours en retard quand il s'agit de programme constructif. Notre réussite, en dernière analyse, sera décidée par notre programme "terrestre". Nous disposons d'un tel programme authentique. Notre objectif est d'organiser des syndicats suffisamment forts pour qu'ils puissent concerner la plupart des travailleurs. Même si on peut s'attendre à un boycott mo-

mentané des syndicats, il sera brisé dès que les syndicats seront forts. Il est grand temps que tous les membres du Parti deviennent syndiqués.

Nous avons admis que la visite briserait le blocus diplomatique de l'Ouest. Il y aura une lutte pour l'interprétation de cette visite aussi bien dans le pays qu'à l'étranger. Il est important de commencer également la lutte pour la conscience des gens et pour leurs attitudes. Notre propagande devra être intelligente et pleine d'allusions. Il est possible que le Vatican veuille retirer certaines déclarations du Pape. Il est possible que la visite du Pape ait réussi à légaliser le pouvoir de l'état de guerre. En effet, les discussions ont eu lieu avec le pouvoir, et non avec l'opposition. Nous avons assisté aux obsèques solennelles de "Solidarnosc" comme organisation, mais avec le maintien des idées de "Solidarnosc" dans une forme encore mal définie de réincarnation.

En résumé, la visite du Pape a été pour nous une expérience, pas uniquement organisationnelle, de succès au niveau de l'Etat et de la politique, et de pertes au niveau moral. Nous connaissons mieux la situation socio-politique dans le pays, nous avons appris les sentiments et les idées de la société, nous avons également acquis de l'expérience dans nos méthodes d'action vis-à-vis de l'Eglise. Dans l'immédiat, la visite du Pape ne changera rien dans le pays, mais, si nous n'arrivons pas à réagir à ses résultats négatifs, il est possible qu'elle puisse changer quelque chose à la longue.

"Z Dnia na Dzień" n° 26/285,  
du 8 - 21 juillet 1983

## ENSEMBLE OU SEPARÉMENT?

A la rédaction de "Tymczasem" parviennent de nombreuses informations verbales ou écrites, provenant d'entreprises et d'institutions de Cracovie, et pour l'essentiel d'ouvriers de l'aciérie Lénine, et qui traduisent leur grande préoccupation à propos du développement actuel des contacts entre les représentants de l'Eglise catholique et les syndicalistes de "Solidarnosc". Surtout, depuis de quelques semaines, nous constatons certains nouveaux éléments dans les positions du clergé. Comme le suggèrent nos lecteurs, la condition préalable posée par le régime de Jaruzelski

que l'Eglise essaye de négocier avant la venue du Pape serait l'exigence d'une modification essentielle de l'activité du clergé, et surtout du petit clergé. Actuellement, l'apparition de signes de cette nouvelle tendance est ressentie par les membres de "Solidarnosc", déjà si réprimés et humiliés, avec douleur et amertume. Même si dans de tels moments, l'opinion se forme surtout par les réactions du coeur, il n'est certainement pas indifférent de noter l'apparition de ce nouveau problème, dont l'importance dans l'atmosphère du pays est non négligeable. C'est pour cette

raison que nous publions ci-dessous la lettre que notre rédaction a reçue début mai.

-----

Depuis quelque temps apparaît une tendance dans l'Eglise à considérer différemment l'activité des ouvriers membres du syndicat "Solidarnosc". Les gens qui viennent à l'Eglise demander des messes à l'intention des ouvriers ou des syndicalistes sont reçus par le clergé de mauvaise grâce, de manière distante, ou encore se heurtent à un refus. Pourtant l'Eglise est une institution au service de tous. De plus en plus nous rencontrons dans la hiérarchie de l'Eglise de l'arrogance ou du dédain pour les gens qui dans les périodes difficiles se regroupent autour des églises, pour trouver un peu de soulagement dans la prière collective. C'est ainsi qu'ont été considérés par le Cardinal Macharski les gens qui se rassemblent chaque jeudi à Mistrzejowice devant un autel, le seul de toute la Pologne, dédié à "Solidarnosc". Le cardinal, malgré des promesses antérieures et un programme déjà établi, n'a pas pris part à la rencontre devant l'autel. Cette façon de

traiter les fidèles n'est pas une nouveauté pour le Cardinal Macharski. L'an dernier, malgré une invitation qui lui avait été adressée pour la messe du 1er Mai, il n'avait pas été présent non plus à cette célébration. Nous les ouvriers, nous sommes assez étonnés de cette manière de nous traiter, car nous nous rappelons qu'il n'y a pas si longtemps, quand nous militions officiellement, le cardinal avait donné sa bénédiction à nos locaux et à nos drapeaux syndicaux. A-t-il tellement peur des ouvriers, des vrais syndicalistes? Si oui, alors nous pouvons le rassurer, nous sommes toujours les mêmes gens. Nous restons toujours fidèles à la Croix. Mais nous ne pouvons pas admettre que la hiérarchie de l'Eglise nous considère si peu sérieusement.

Nous savons quelles sont nos aspirations et nous allons poursuivre notre but. Seulement il faudra se poser cette question: ensemble ou séparément?

Ouvriers de l'aciérie Lénine

"Tymczasem" n° 11,  
du 3 mai 1983

## LA DISCRIMINATION SOCIALE DE LA CLASSE OUVRIERE

Le système qui s'appelle lui-même "socialisme réel" promettait la glorification du travail en tant que mesure suprême des valeurs et de la dignité humaine, sans égard au type de travail. Et c'est justement dans le genre de travail, manuel ou intellectuel, qu'il faut voir le principe essentiel de la stratification sociale. Le fait que les ouvriers (travailleurs manuels) occupent les échelons inférieurs de la hiérarchie sociale trouve sa répercussion dans la différence de niveau de vie qui, par comparaison aux autres types de travailleurs, est bien plus bas. Les inégalités sociales qui touchent l'ouvrier apparaissent à tous les niveaux: situation matérielle, activité et mobilité sociales, culture, loisirs, éducation, santé et pathologie sociale. Un aperçu de ces inégalités est fourni par certaines données concernant les jeunes ouvriers. Ce groupe est assez significatif dans la mesure où il constitue la part majoritaire de la population la plus jeune du pays - celle née après 1945.

Dans ce groupe, un peu moins de 9% possèdent un diplôme supérieur au CAP et 50% uniquement le diplôme de fin d'études. La

tendance à diriger les enfants de familles ouvrières vers les écoles d'enseignement professionnel et à surreprésenter l'intelligentsia dans les lycées favorise le maintien chez les ouvriers d'un très bas niveau d'enseignement général. La conséquence naturelle de cet état de chose est aussi le très faible pourcentage de jeunes d'origine paysanne parmi les candidats à l'Université. Dans la Pologne populaire, on fait carrière le plus rapidement et le plus facilement dans l'appareil. Mais là aussi on observe le même phénomène: pas de paysans ni d'ouvriers. Dans l'Union socialiste de la jeunesse polonaise (ZSMP), même si les ouvriers et paysans constituent le gros de la base, plus on monte dans la hiérarchie et moins on en trouve. En 1976, les militants de base munis de diplômes d'études supérieures représentaient 2,4%, mais dans les instances départementales 70,5% et dans le Présidium de la Direction nationale, sur 23 personnes, on ne trouvait aucun ouvrier et un seul paysan.

On manque de données pour définir précisément la situation matérielle des ouvriers, mais généralement le revenu par tête ou l'aisance mesurée par la posses-

sion de biens, sont et ont toujours été bien moindres que dans la couche de l'intelligentsia et des employés. Une approximation concernant l'habitat peut donner une image de la situation: des conditions satisfaisantes d'habitat, du point de vue de l'occupation d'une pièce habitable, existent chez un ouvrier sur 4, alors que chez les non-ouvriers elles passent à 1 sur 2. Dans les appartements surpeuplés, on retrouve 20% de l'ensemble des ouvriers et seulement 5% des non-ouvriers. D'autre part nous savons que le standing des logements ouvriers est en règle générale moins élevé. La majorité des logements sans canalisations, sans parler des autres commodités, sont occupés par des travailleurs manuels. Une observation rapide des nouvelles cités démontre que parmi les habitants le pourcentage de familles ouvrières est très bas.

Par contre, la jeunesse ouvrière est très bien plus "privilegiée" dans les phénomènes de pathologie sociale, la délinquance et surtout l'alcoolisme. Parmi les condamnés par les tribunaux, les 3/4 sont issus de milieux ouvriers. Le handicap des ouvriers dans la répartition des inégalités résulte entre autres de la forme particulière d'exploitation à laquelle ils sont soumis dans les régimes bureaucratiques. L'impotence économique chronique et le manque d'efficacité dans le fonctionnement de l'économie a pour conséquence le manque permanent de marchandises et de produits souvent d'importance essentielle. Les éléments qui différencient la situation matérielle des différentes couches sociales sont dans l'accès à ces biens déficitaires, qui peut d'ailleurs prendre des formes très diverses: depuis l'affectation directe par des techniques très variées (appelées familièrement "plecy" - le dos, en français, dans le sens de la "tape dans le dos",

c'est-à-dire avoir des connaissances bien placées) jusqu'à la possibilité d'accéder aux magasins spéciaux à bas prix.

Il est clair que ces pratiques supportent mal d'être exposées au grand jour, et de temps en temps, dans les moments de "renouveau", on publie des données officielles qui dénoncent l'ampleur du phénomène et ses conséquences sociales. Ces éléments démontrent explicitement les privilèges de l'appareil du pouvoir, qui joue le rôle de distributeur de biens déficitaires, et aussi des groupes qui lui sont rattachés et qui desservent les échelons intermédiaires du pouvoir - autrement dit du groupe intelligentsia-employés. Une situation analogue existe dans l'habitat, les centres de repos ou de loisirs, ou l'accès à la médecine. Le résultat logique de l'impotence économique est la spéculation conditionnée structurellement - l'enfant du système, laid mais inséparable de lui. Elle constitue un élément supplémentaire d'aggravation des inégalités sociales et d'accès aux biens déficitaires.

Même si l'accès aux biens est difficile à rattacher aux principes de la stratification sociale, on ne peut passer outre sans le mentionner. Il semble même être un élément essentiel au maintien du statu-quo: les pauvres restent pauvres, aux forts on donne la force, et aux riches la possibilité de s'enrichir davantage. Les éclats de la colère sociale qui bouleversent le pays toutes les quelques années prouvent que la stabilité sociale est beaucoup plus apparente que réelle, et que le statu-quo existant ressemble plutôt à un armistice qu'à un ordre quelconque basé sur un accord et une entente sociale.

"Robotnik" n° 10,  
du 24 mai 1983

## POLLUTION ET SILICOSE

### DANS LES USINES DE MAZOVIE

L'usine Polcolor empoisonne systématiquement toute la région avoisinante. Jour après jour les cheminées dépourvues d'électrofiltres déversent dans l'atmosphère des centaines de kilos de composés toxiques tels que plomb, fluor, arsenic, carbonate de baryum. En plus, des installations insuffisamment hermétiques se dégagent des acides, et parmi eux le plus dangereux - l'acide fluorohydrogénique. L'installation de filtres et la suppression des fuites est la mesure la plus urgente à prendre. Au lieu de cela, le pouvoir a organisé récemment à Piaseczno et environs une action

théâtrale très spectaculaire qui, si elle ne sert pas à la lutte contre la pollution, a du moins le mérite de témoigner du dynamisme de notre gouvernement. Mais commençons par le début.

En juin, dans l'usine de tubes cathodiques, se dégagent des émanations de substance toxique - du sulfate de baryum. Mais d'après Polcolor, la menace pour l'environnement n'était pas bien grande - puisque le sulfate de baryum se dissout exclusivement en milieu acide, et donc pas dans l'eau. De plus, le poids propre et la consistance des liquides faisaient qu'ils ne pou-

A.D.I.C.

vaient tomber que dans les environs immédiats de l'usine. Au même moment, le maire de la ville de Varsovie et celui de Piaseczno annoncent une grande action de sauvegarde, avec une importante publicité dans les mass-médias. Et immédiatement aux halles de Piaseczno, on détruit tous les fruits, sans se soucier de leur provenance. Par la même occasion, on disperse tous les producteurs privés qui vendaient au marché.

"Info-Polcolor" a écrit: "L'action a été menée non à la mesure de la menace, mais à la mesure de l'incompétence et du dilettantisme de ses organisateurs". Les gens par la suite ont raconté que toute cette publicité avait été faite dans le but de se débarrasser du directeur de l'usine. Peut-être ont-ils raison. Pourtant les cheminées fument toujours et les acides continuent de s'infiltrer dans la terre.

-----

Dans la filature de l'usine de l'industrie du lin à Zyrardow on travaille dans l'humidité et les vapeurs, en respirant un

air particulièrement désagréable. L'humidité de l'air atteint 90%, la température moyenne de la matière trempée est de +80° C. La climatisation est défectueuse, sur le sol des flaques d'eau, et le bruit atteint 100-110 décibels (la norme admissible est de 90 db - à titre de comparaison, les plus bruyants autobus de Varsovie atteignent 95 db). L'éclairage des postes de travail est déficient. Dans l'atelier de peignage ainsi que dans celui de cardage, les normes d'empoussiérage de l'air sont dépassées de 700%. Dans l'atelier de finissage sont utilisés des produits chimiques très toxiques. Le travail dans ces conditions provoque l'apparition de nombreuses maladies professionnelles, en particulier rhumatismes et silicose. La silicose ne peut être diagnostiquée que sur des radiographies en clichés grand format, et comme on manque de ces clichés, on expédie le travail en examinant les gens seulement par des radios-écrans de petit format.

"Tygodnik Mazowsze" n° 57,  
du 14 juillet 1983

## LES CONSEILS OUVRIERS - UNE THEORIE

Nous pouvons nous demander: pourquoi devrions-nous ne pas boycotter les organes d'autogestion alors que nous boycottons les "nouveaux syndicats"? En premier lieu, parce que "Solidarnosc" existe toujours et que même s'il est aujourd'hui affaibli et sur la défensive, il pourra devenir de plus en plus fort quand l'activité de larges masses de travailleurs reprendra, en même temps que l'espoir de gagner. L'augmentation de cette activité peut être assurée par l'adhésion aux organes d'autogestion - et les organes d'autogestion, ce sont tous les travailleurs de l'entreprise, ce sont les élections démocratiques et à bulletins secrets des conseils ouvriers, des décisions communes, des référendums. Il est difficile de rester indifférent ou inactif quand se jouent des problèmes essentiels pour l'entreprise, quand le conseil ouvrier demande aux travailleurs de prendre une décision. Il est bien évident que si le conseil ouvrier est entre les mains de gens acquis sans réserve au pouvoir, ils se mettront d'accord pour les affaires importantes derrière le dos des travailleurs, sans tenir compte des statuts ou des résolutions. Cette manière de se "mettre d'accord" pourra être interprétée comme une victoire pour l'opposition qui aura contraint le pouvoir à décider sans la participation des travailleurs, et qui ainsi pourra condamner le

pouvoir, la direction de l'entreprise, le conseil ouvrier, etc... Mais on pourra également considérer comme une défaite le refus d'utiliser un puissant moyen d'activer les travailleurs et de lutter.

La différence de notre attitude envers les organes d'autogestion et les "nouveaux syndicats" résulte en outre du contenu des lois adoptées par la Diète et réglant leurs activités. Les dates de parution de ces lois parlent d'elles-mêmes: pour l'autogestion - septembre 1981, pour les syndicats - octobre 1982. La loi sur l'autogestion ouvrière d'avant décembre 1981 est bien éloignée des aspirations des militants du mouvement autogestionnaire. Elle contient pourtant tous les éléments essentiels indispensables au fonctionnement d'organes indépendants d'autogestion, et prévoit la possibilité d'"accords horizontaux" entre eux.

Pourquoi le pouvoir a-t-il besoin des organes d'autogestion? Cette partie de la politique de l'actuel gouvernement est liée à la situation économique du pays. La crise a rendu impossible la motivation des travailleurs par des stimulants économiques indispensables à l'amélioration de la productivité. On pourrait se permettre de les appliquer dans telle ou telle branche de l'économie, mais dans ce cas une rupture de

l'équilibre du marché se produirait et des résultats économiques et sociaux négatifs apparaîtraient. Des "entreprises autonomes, autogérées et autofinanciées" peuvent être un élément positif dans la recherche d'une issue à la crise, mais la condition impérative est l'existence des organes d'autogestion ouvrière, qui en accord avec l'administration de l'entreprise, se soumettraient au plan économique du régime.

Dans l'esprit du pouvoir, les conseils ouvriers doivent inciter les travailleurs à augmenter le rendement du travail par une motivation morale et une coopération plus solidaire. Cette argumentation est importante contre ces organes. Ces derniers seront mis en oeuvre et exploités dans le but de remplacer l'administration, afin d'augmenter le rendement du travail et par là-même les sacrifices. La réforme économique envisage aussi l'autofinancement. Cela signifie que si des entreprises n'obtiennent pas les résultats prévus, elles pourront être dissoutes par certains organes administratifs. Ainsi, tel sera le contexte du fonctionnement des conseils ouvriers. La politique des propriétaires de l'économie d'Etat envers les entreprises et les organes d'autogestion n'envisage pas de défaite. Si les conseils ouvriers se soumettent aux exigences du pouvoir en imposant la production planifiée, le pouvoir le comprendra comme sa propre victoire. Si les conseils ouvriers ne plient pas au pouvoir, au nom des acquis et des intérêts des travailleurs, ils seront la cause directe de la dissolution de l'entreprise.

Dans la situation économique actuelle, pour beaucoup d'entreprises, l'autofinancement est une fiction. Il s'agit là du niveau scandaleux de la coopération, de la limitation des matières premières et de l'importation, de l'obtention de crédits bancaires devenant de plus en plus rares, sans parler de la possibilité d'utiliser ces maigres crédits comme une arme contre les entreprises insubordonnées. Ces entreprises, condamnées à la faillite à cause du système économique malade, mettront inévitablement en cause les conseils ouvriers.

Dans ces conditions, les organes d'autogestion sont condamnés d'avance et leur boycott semble être raisonnable. Mais ce n'est pas si simple. Le pouvoir a les moyens de lutter contre ce boycott, surtout s'il est "silencieux", en proposant aux élections des conseils ouvriers ses propres candidats. Ce soi-disant "conseil ouvrier" deviendra aisément un organe de pression contre les travailleurs, en collaboration avec la direction de l'entreprise et des dirigeants des "nouveaux syndicats". Ces possibilités de pression seront encore plus

importantes que celles des commissaires de l'état de guerre. Ce sera la seule et unique institution "défendant les droits des travailleurs". Elle mènera la politique de l'emploi, établira les normes du travail et en contrôlera la discipline. C'est elle qui attribuera les ordres du mérite, ainsi que les appartements et les produits rationnés. Un tel système - la complicité de la direction, des syndicats et du conseil ouvrier - possède à la fois tout ce dont les travailleurs ont besoin et ce dont ils ont le plus peur. Le succès de la politique de "la carotte et du bâton" sera sûrement partiel. Le pouvoir se contentera d'un tel succès pour consolider sa domination dans un pays de plus en plus pauvre. Si nous décidons de boycotter les conseils ouvriers, notre boycott ne peut pas être faible. Sinon il sera interprété comme de la passivité ou tout simplement comme un refus. Cela doit être un boycott actif qui ne doit pas se limiter à la non-participation, mais qui a pour but d'empêcher la constitution de l'autogestion et du conseil ouvrier. C'est aussi difficile que la lutte pour l'autogestion et la lutte dans des organes d'autogestion.

Si nous incitons les travailleurs à boycotter les organes d'autogestion, ne vaudrait-il pas mieux les inciter à la lutte pour l'autogestion? Maîtriser les conseils ouvriers c'est éviter d'attendre inutilement un miracle. C'est la lutte qui donne l'espoir de changer la situation actuelle, insupportable pour le peuple polonais. Les changements constitutionnels lents c'est la stratégie de cette lutte. Il est évident que l'étendue de l'autogestion est une chose très importante. Nos conseils ouvriers peuvent entrer en 1984 dans la lutte pour l'autogestion territoriale (dans le cadre de la "campagne électorale" aux "conseils populaires" - ndr). Cette lutte aurait été inspirée par toutes les structures de "Solidarnosc", mais ce sont les masses des travailleurs dans tout le pays qui seraient ses instigateurs. A ce moment il serait difficile de dire aux représentants du pouvoir (mais ils le diront) que nous luttons contre le socialisme. La mise en évidence des liens directs entre le pouvoir et les travailleurs est le trait essentiel des conceptions socialistes connues dans l'histoire, dès Saint-Simon et jusqu'à aujourd'hui. Si un tel programme vise à affaiblir le pouvoir d'Etat, c'est-à-dire du gouvernement, il vise à lui reprendre l'exclusivité de la construction du socialisme et de la démocratie.

Le premier but de nos conseils ouvriers serait d'élargir la conception et l'import-



tance de ces organes, afin de modifier la loi sur l'autogestion ouvrière dans tous les types d'entreprises, d'être représentés dans les comités de quartier, de coopérer avec des organes d'autogestion paysanne, etc. Cette lutte dans laquelle nous nous

sommes engagés lors du 1er Congrès de "Solidarnosc" est la voie vers la République autogérée.



"Replika" n° 13,  
d'avril 1983

# LES CONSEILS OUVRIERS - UNE REALITE

## L'ACIERIE LENINE DE NOWA HUTA

"La naissance de l'autogestion", tel était le titre qui figurait dans le journal local du régime "La Voix de Nowa Huta". Etait-ce un accouchement ou un avortement nous allons l'apprendre par les relations de divers secteurs de l'aciérie. Il faut seulement se rappeler que l'unique critère pour valider le mandat d'un candidat au "conseil ouvrier" était d'obtenir 50% des voix, quel que soit le nombre des électeurs!

- A l'atelier de carbochimie, la queue devant les urnes a été si "imposante" que même après le 26 mai, on a supplié que quelqu'un aille voter (par exemple l'équipe de nuit). Les urnes étaient vides et il n'y a pas eu de volontaires pour voter, même parmi les membres du POUP.

- Les transports ferroviaires: toute la direction a été engagée. En premier lieu, elle a établi les listes de candidats "parmi les leurs". Les travailleurs étaient nécessaires uniquement pour voter. Alors la direction s'est promenade avec l'urne parmi les gens à leur poste de travail. La majorité ont refusé de voter. Il y a eu un moment de franche gaieté lorsque la radio de l'usine a informé de la fermeture des locaux électoraux le 27 mai à 6 h. De pareils "locaux" n'ont jamais encore existé dans l'histoire de la Pologne populaire...

- Dans les ateliers ZW (bandes, laminé noir à petits fers, laminé blooming), boycott total qu'ils ont été obligés de reconnaître. Ils n'ont pas annoncé de nouvelle date pour les élections et c'est aussi bien, puisqu'elles seront boycottées tout aussi efficacement.

- Dans les ateliers ZG (laminé à chaud et slabbing): situation identique.

- Les ateliers de l'acier Martin: échec total. On a engagé uniquement les membres du POUP. L'urne était promenade par Gajek (employé) et Pytel (chef d'équipe). Ils n'étaient pas découragés par la micro-fréquentation des élections, et disaient que

tout cela est sans importance puisque les candidats désignés passeront de toute façon.

- Dans les ateliers ZP (à Bochnia): sur 2672 électeurs inscrits, 1716 ont voté, dont 1266 valables. On a déclaré "élus" Famielec avec 745 voix et Swiżer avec 644. Ou sont les fameux 50%?

- La circonscription électorale 15 (TD-1, TD-2): personne n'a été élu au conseil ouvrier du complexe sidérurgique car personne n'a obtenu 50% des voix.

- Service du contrôle de la qualité (DKJ): malgré de fortes pressions et des tentatives d'intimidation des travailleurs, personne n'a été élu au conseil du complexe. Les élections doivent avoir lieu à nouveau, mais pour l'instant c'est le silence.

- La tôlerie de carrosserie: tout d'abord "l'encouragement" (celui qui ne vote pas ne sera pas inscrit sur la liste d'attente pour l'achat d'une voiture). Après l'échec de cette tentative, on oblige la direction et les chefs d'équipe à exercer des pressions directes sur leurs subordonnés. Au travaux de la commission participait un des candidats (!), un certain "ingénieur" Migas - principale canaille de l'atelier.

- A l'atelier des voitures: l'annonce de la liste des candidats a suscité beaucoup de gaieté chez les travailleurs. Ils ont considéré toute l'élection avec autant de sérieux.

Nous assurons les propriétaires de la Pologne populaire qu'aussi longtemps que séjournera en prison notre président du conseil ouvrier de l'aciérie, le camarade Edward Nowak, élu démocratiquement et condamné illégalement à 3 ans et demi, aucune farce électorale ne s'est passée dans notre complexe sidérurgique, et aucune ne se passera.

"Hutnik" n° 18/58,  
du 15 juin 1983

# UNE INTERNATIONALE DES GOUVERNANTS

Leszek Nowak est professeur à l'Université Adam Mickiewicz à Poznan et spécialiste éminent de la méthodologie en sciences humaines. Théoricien d'un "matérialisme historique non-marxiste" et militant du syndicat "Solidarnosc", il a été interné de longs mois à la suite de l'instauration de l'état de guerre pour ses activités dans le milieu ouvrier. L'article ci-dessous a paru dans le bulletin édité à Poznan par la Direction provisoire régionale (TZR) de "Solidarnosc" de la Grande Pologne.

"Il fallait freiner le chaos en Pologne".

"Il est vrai que nous avons souhaité que le processus de libéralisation puisse se développer sans anarchie ni chaos. Pourtant beaucoup d'obstacles sont apparus."

"De mes brèves impressions de touriste politique ressort la constatation que la situation en Pologne est de nouveau consolidée."

Il serait superflu de s'attarder sur ces impressions de "touriste politique", n'étaient la personnalité de leur auteur et l'endroit où il a exprimé ces confidences. Il s'agit en effet de Franz-Josef Strauss et de son interview publiée dans "Trybuna Ludu" du 25 juillet 1983, et reprise ensuite par d'autres journaux. A première vue, tout cela devrait donner des raisons de se moquer du pouvoir, car réellement qui pourrait s'imaginer que l'organe du Comité central du POUP se réfère à l'avis de ce même Strauss qui pendant tant d'années est apparu dans ses colonnes comme un épouvantail, symbole du revanchisme allemand? Les raisons d'en finir avec "Solidarnosc" sont-elles si faibles que le pouvoir se sente obligé de les étayer par l'autorité du principal porte-parole de la réaction ouest-allemande? Il est certain que l'idéologie ne connaît plus de limites quand sont mis en jeu les intérêts du pouvoir qu'elle représente. Toutes les volte-faces sont possibles. Remarquons cependant que cette constatation est vraie dans les deux sens. Elle ne concerne pas seulement "notre" pouvoir, mais aussi bien Strauss lui-même. Ce même Strauss qui a eu tant de paroles d'estime pour "Solidarnosc" et qui a condamné l'instauration de l'état de guerre. Ce même Strauss qui en arrive maintenant à la conclusion que malgré tout, "Solidarnosc" avait conduit au chaos, et qui reprend les thèses de ceux-là-mêmes qui ont créé le chaos pour trouver des raisons de détruire "Solidarnosc". Comment expliquer un pareil retournement? Certainement par les mêmes raisons qui expliquent le changement idéologique de notre pouvoir: le changement d'intérêts. Le mouvement de "Solidarnosc" a gagné à l'Ouest beaucoup d'estime et de respect. En soutenant "Solidarnosc",

Strauss, comme beaucoup de ses pareils, a stocké un capital politique. Il n'avait en réalité aucun motif réel de soutenir "Solidarnosc": il est difficile d'imaginer qu'il appuie chez lui, en RFA, un mouvement qui revendique le droit des ouvriers à prendre le contrôle des usines. Une pareille exigence signifierait la liquidation de la bourgeoisie en tant que classe, alors que la CSU lui est intimement liée. C'est donc bien aujourd'hui qu'il exprime ses vraies opinions: que chaque mouvement de ce genre mène à l'anarchie, donc heurte l'ordre étatique. Ses opinions se rencontrent à mi-chemin avec celles des communistes, les deux pouvant avoir des avis différents sur le choix des méthodes les mieux adaptées à faire régner l'ordre, mais entièrement d'accord sur le point essentiel: l'ordre (d'Etat!) doit régner. De cette manière, la réaction de la rive occidentale de l'Elbe rencontre la réaction de la rive orientale de cette rivière, qui par ailleurs, comme on dit, partage le monde en deux systèmes antagonistes.

Toute réaction se rencontre aujourd'hui sur le même terrain: l'acceptation du pouvoir en tant que pouvoir, et donc de cette manière de gouverner les affaires humaines, qui s'appuie en dernière analyse sur le monopole de la violence. Les gouvernants de tous les pays font alliance entre eux, à la condition que leurs propres intérêts égoïstes se soient pas contrariés. Sinon ils ont recours à la guerre, soi-disant "pour la réalisation des intérêts nationaux". Et ceci est valable pour tout pouvoir, quel qu'il soit et quel que soit son costume idéologique. Ces différences d'habillement peuvent s'expliquer en grande mesure par les conditions variables dans lesquelles travaillent les différents appareils de pouvoir. Il n'est pas difficile d'imaginer que Strauss dans le système des trois-pouvoirs\* aurait dit la même chose que Jaruzelski.

De tout cela découlent pour nous des

\* Voir L. Nowak, Le pouvoir totalitaire en Pologne est-il communiste?, "Robotnik '83" n° 3, du 23 mars 1983.

conclusions bien simples: n'attendre d'ap-  
pui d'aucun Etat, mais chercher le soutien  
des citoyens de ces Etats. Notre mouvement  
est un mouvement de citoyens et qu'on le  
veille ou non, il est dirigé essentiellement  
contre le principe même du pouvoir.

N'essayons donc pas de faire une percée  
dans l'Internationale des gouvernants, met-  
tons plutôt notre espoir dans l'Internatio-  
nale des citoyens.

Leszek Nowak

## "UN GRAND AMI PROLETARIEN DE LA POLOGNE"

Le tableau que nous venons de faire du  
"complot des gouvernants" est sans conteste  
enrichi par la visite d'Erich Honecker en  
Pologne. Un vrai carrousel. Après l'invité  
de l'ouest de l'Elbe, voilà celui de la  
rive Est. Il proclame les mêmes sentences  
que son ennemi idéologique, il va même plus  
loin, embrasse Jaruzelski et toute sa cour,  
il veut être cordial, mais en même temps  
raisonnable. Il prononce des paroles de ré-  
confort fraternel. La télévision polonaise  
le montre à plaisir serrant les mains de  
mineurs polonais souriants. Ce grand ami de  
la Pologne, décoré par Jaruzelski de l'"Or-  
dre des Mérites exceptionnels pour le déve-  
loppement de la Pologne populaire" n'est

rien d'autre que le principal stratège de  
la grande campagne d'injures qui vient  
d'avoir lieu en RDA contre les Polonais  
(mais pas contre le pouvoir). Avec quelle  
facilité cet hôte illustre change de mas-  
que, comme il remercie chaleureusement et  
avec des "paroles prolétariennes" pour la  
considération qu'on lui témoigne et pour sa  
décoration. Mais certainement demain déjà,  
"Neues Deutschland", organe du Comité cen-  
tral du SED, publiera un nouvel article ca-  
lommieux, inspiré par la pensée du grand  
ami de la Pologne. Par chance, les gouver-  
nants vont main dans la main dans une di-  
rection (vers les poubelles de l'Histoire)  
et les peuples dans une autre. Et ce sont  
ces derniers qui resteront.

## LES PACIFISTES EST-ALLEMANDS

### SOLIDARITE ET REPRESSION

En mai et juin, le pouvoir de la RDA a  
procédé à l'expulsion d'un groupe de mili-  
tants du mouvement indépendant pour la paix  
à Iena et les a déchus de leur nationalité.  
Ce fut la plus grande action d'expulsion  
forcée depuis 1976, lorsque le pouvoir a  
expulsé Wolf Biermann et quelques écrivains  
qui s'étaient solidarisés avec lui.

Les pacifistes est-allemands, à Iena,  
Potsdam et Berlin-Est, refusent systématiquement  
d'accomplir leur service militaire.  
Pendant les derniers mois, à trois reprises  
(Noël, le 18 mars et le jeudi avant la Pen-  
tecôte), les pacifistes est-allemands ont  
pris part à des manifestations pour le désar-  
mement à l'Est et à l'Ouest - se diffé-  
renciant ainsi du pacifisme officiel qui  
exige uniquement le désarmement des Etats  
membres de l'OTAN. De la même manière que  
les pacifistes tchèques, ils profitent des  
manifestations officielles pour se lier aux  
cortèges avec leurs propres pancartes:  
"Transformez vos épées en socs de charrue",  
"Il n'y a pas de futur sans paix", à la  
suite de quoi ils subissent la répression de  
la "colère du peuple" - organisée d'en-  
-haut. Ce mouvement pacifiste indépendant  
a obtenu le soutien de l'Eglise évangélique  
de RDA. La répression, les arrestations  
préventives, les emprisonnements et les in-  
terrogatoires ont forcé une partie de ces  
militants à demander un visa de sortie pour

quitter le pays. Mais la grande majorité  
d'entre eux a décidé d'y rester. Le maître  
spirituel de la communauté pacifiste d'Ie-  
na, un ouvrier d'une entreprise de trans-  
ports, Roland Jahn, a été expulsé par le  
pouvoir de la RDA le 7 juin 1983 (juste  
avant le 30<sup>e</sup> anniversaire du soulèvement  
des ouvriers est-allemands), contre sa vo-  
lonté et en violation des lois en vigueur.

Roland Jahn, ancien étudiant de l'Uni-  
versité de Iéna, avait été exclu de l'uni-  
versité pour être entré dans l'isolement  
alors que les autres participaient aux  
élections "sans rayer". Il avait également  
affiché son soutien à "Solidarnosc", au mo-  
ment où notre syndicat était un sujet tabou  
en RDA ou était la cible de calomnies inju-  
rieuses. En accord avec son credo, qui est  
de ne pas entrer en conflit avec la jurisdic-  
tion, il avait manifesté sa sympathie  
pour "Solidarnosc" de manière symbolique:  
sur son vélo, qu'il utilisait pour aller à  
son travail, il avait peint un petit dra-  
peau blanc et rouge. Après le 13 décembre  
1981, il avait écrit par dessus en polonais  
"Solidarité avec le peuple polonais" - ce  
qui, en plus, a été le slogan officiel du  
Parti au pouvoir en RDA. Il fut arrêté.

"Obserwator Wielkopolski" n° 72,  
d'août 1983

# "NOUS FERONS COMME EN POLOGNE"

## LETTE D'UN OUVRIER SOVIETIQUE

Cette information anonyme, rédigée en Union Soviétique sans doute durant l'été 1982, a pris beaucoup de temps pour parvenir à l'Ouest. Elle a paru dans la revue belge "Cahiers du Samizdat" n° 95, de juin-juillet 1983.

La ville de Pavlovo sur l'Oka se situe dans le canton de Gorki, une région typique de la Russie centrale. La population est essentiellement occupée dans les usines de constructions métalliques. Un système de cartes de rationnement alimentaire y a été introduit, en même temps des restrictions ont été imposées sur les activités du marché libre. La deuxième entreprise de la ville en rang d'importance est l'usine d'autobus A. A. Jdanov.

Cette usine ne remplit plus les normes des plans gouvernementaux depuis plusieurs années et elle est livrée à l'arbitraire de l'administration. L'activité est désorganisée, les conditions de travail sont effroyables. En réponse, les ouvriers déclenchent depuis plusieurs années des grèves et autres actions de protestation. En 1981 les travailleurs de l'usine ont boycotté le "samedi léniniste" (1). La majorité ne s'est pas présentée au travail, d'autres se sont rendus à l'usine mais n'ont pas travaillé. Les ateliers qui ont pris part le plus activement à la grève ont été les ateliers de montage et ceux de la fabrication des châssis. La direction de l'usine a réussi à cacher l'importance de la grève aux responsables du secteur industriel concerné.

Le 5 octobre de l'année dernière (1981), à la veille de la fête nationale, les ouvriers furent informés qu'il n'y aurait pas de prime, du fait que par leur faute l'usine n'avait pas rempli les plans semestriel et trimestriel. Le lendemain éclata une grève qui dura pratiquement jusqu'à la fin de la semaine. Deux équipes, soit plus de 600 travailleurs, pour la plupart membres du Parti, refusèrent de se rendre au travail. Aucune revendication écrite ne fut présentée à la direction, mais il lui fut notifiée que les ouvriers protestaient contre les mauvaises conditions de travail, la grossièreté et l'arbitraire de l'administration et exige-

aient le paiement de la prime. En conséquence la prime fut payée, et le directeur de l'usine, Boulekov, promit personnellement d'améliorer les conditions dans les ateliers de manière radicale. Malgré une enquête minutieuse, les meneurs de la grève ne furent pas identifiés. Il ne se trouve aucun informateur parmi les travailleurs - même parmi l'encadrement! Cela n'est pas étonnant, du fait que le contremaître-chef d'un atelier, indicateur et garde-chiourme, sur les dénonciations duquel des dizaines d'ouvriers avaient été licenciés et ensuite estropiés par la milice de Pavlovo, avait été tué un an auparavant par des inconnus.

Des actes de résistance eurent lieu aussi en mai 1982. A l'usine d'autobus et à l'usine de constructions mécaniques de Pavlovo eurent lieu des meetings secrets et des "maïovki" (2), sous le mot d'ordre so-disant humoristique: "Si la norme est relevée - nous ferons comme en Pologne" (3).

Les ouvriers appelés à l'Armée soviétique disent: "Nous ne tirerons pas sur les Polonais, et nous ne permettrons pas aux flics de le faire!" Au bureau de recrutement de la ville ont eu lieu des tabassages de jeunes gens cherchant à éluder le service militaire. En même temps, l'armée des conférenciers et agitateurs cherchent à dresser leurs auditeurs contre le peuple polonais, mais leur succès se remportent principalement auprès des représentants de l'aristocratie locale et chez les vétérans du parti.

(1) Journée de travail gratuite prestée par les ouvriers en URSS.

(2) Réunions clandestines du 1er Mai dans la tradition ouvrière russe (avant la Révolution d'Octobre) et polonaise.

(3) En russe le mot bolche (plus) rime avec Polche (Pologne) mais la rime n'est pas traduisible en français. Le slogan est: "Esli norma boudet bolche, to my sdelaem, kak v Polche!" - ndlr.

**SOLIDARNOSC**

**ROBOTNIK '83**

**Abonnez-vous!**